



DEPUIS 2012, LES SOCIALISTES ET LA GAUCHE AGISSENT POUR REDRESSER NOTRE PAYS,
RENFORCER LES PROTECTIONS ET OUVRIR DE NOUVEAUX DROITS.
LES RÉFORMES ENGAGÉES PORTENT AUJOURD'HUI LEURS FRUITS.

LUTTE POUR L'INCLUSION SOCIALE ET CONTRE LA PAUVRETÉ

UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

LE DIAGNOSTIC

On constate depuis 2002, et plus encore depuis 2006, une augmentation jamais connue de la pauvreté : 8,5 millions de Français sont concernés, soit près de 14 % de la population ; soit 1 million de personnes de plus qu'il y a dix ans. La crise, mais aussi la politique et le discours stigmatisant de la précédente majorité ont contribué à l'explosion dramatique du chômage et de la précarité. Le manque d'information et la complexité des procédures ont conduit de nombreux ayants droit à renoncer aux prestations sociales atteignant un taux de non recours de 35 % pour le RSA socle, 68 % pour le RSA activité. De même, environ 65 % des personnes éligibles à l'aide à la complémentaire santé (ACS) n'y recouraient pas. Cette période fut aussi celle du gel de nombreux minima sociaux et de l'absence de soins : un Français sur cinq y renonçait pour des raisons financières.

QUELS OBJECTIFS ?

Changer le discours et les représentations sur la pauvreté et imaginer les politiques sociales du XXI^e siècle, en intégrant une approche globale dans les enjeux de solidarité : réduire les inégalités, assurer la réussite scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes, diminuer le chômage de longue durée, améliorer l'accès pour tous au logement, aux soins, aux services bancaires tout en prévenant du surendettement... Mais aussi instaurer une meilleure gouvernance des politiques sociales, qui souffrent cruellement d'un déficit de cohérence et de lisibilité. Construire une véritable politique d'accès aux droits.

LA MÉTHODE

Une démarche de large concertation associant les personnes en situation de pauvreté elles-mêmes, les associations, les partenaires sociaux, les collectivités territoriales et aussi l'ensemble des ministères et des services de l'État dont les travaux ont permis le lancement du « Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale » en janvier 2013. Ce plan fait l'objet d'un suivi précis chaque année par l'IGAS et par une mission parlementaire, ce qui permet de l'adapter au mieux chaque année.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

2013, mais plusieurs mesures avaient déjà été mises en œuvre dès septembre 2012.

LE SENS DE NOTRE ACTION

Pour les socialistes, la solidarité est au cœur de notre idéal républicain car nous sommes convaincus que chaque citoyen a droit à sa juste place dans la société et que personne ne doit être laissé sur le bord du chemin. Pour nous, la précarité est le fait de processus économiques et sociaux que l'on peut combattre à condition d'être déterminés.

QUI EST CONCERNÉ ?

Les personnes en situation de précarité notamment les jeunes, les familles monoparentales, les retraités, les travailleurs précaires ou à temps partiels subis.

ÉLÉMENTS CLÉS

- ▶ **2 M DE MÉNAGES CONCERNÉS** par la revalorisation du RSA socle de 10 % sur 5 ans.
- ▶ **50 000 JEUNES ÂGÉS DE MOINS DE 25 ANS** accompagnés dans le cadre de la « garantie jeunes ».
- ▶ **PLUS DE 600 000 PERSONNES BÉNÉFICIERONT DE LA CMU-C ET L'AC.**
- ▶ **550 000 RETRAITÉS CONCERNÉS** par la revalorisation exceptionnelle de l'ASPA (« ex-minimum vieillesse »).
- ▶ **PLUS DE 2 M DE MÉNAGES BÉNÉFICIAIRES DE LA PRIME D'ACTIVITÉ** au premier trimestre 2016.
- ▶ **HAUSSE DE 50 % SUR 5 ANS DU COMPLÉMENT FAMILIAL** pour 400 000 familles nombreuses avec 3 enfants, soit +436 € par an.
- ▶ **HAUSSE DE 25 % SUR 5 ANS DE L'ALLOCATION DE SOUTIEN FAMILIAL** pour 740 000 familles monoparentales (notamment les mères isolées) et 1,16 million d'enfants, soit +118 € par an.
- ▶ **SUPPRESSION DES FRANCHISES MÉDICALES** pour 1,4 millions de personnes précaires bénéficiaires de l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS).

QUELS RÉSULTATS ?

En 2013, selon l'INSEE, la pauvreté et les inégalités ont reculé et, pour la première fois depuis 2008, les personnes les plus modestes ont vu leur niveau de vie augmenter. Le niveau de vie des 30 % les plus modestes a progressé. Cette amélioration concerne principalement les jeunes adultes et les mineurs.

Ainsi, le développement des politiques d'investissement social a permis de redistribuer chaque année environ 2,7 Mds€ à 2,6 millions de personnes, soit en moyenne 1 000€ par an pour les ménages les plus pauvres.

POLITIQUES SOCIALES
SOLIDARITÉ
SOCIÉTÉ

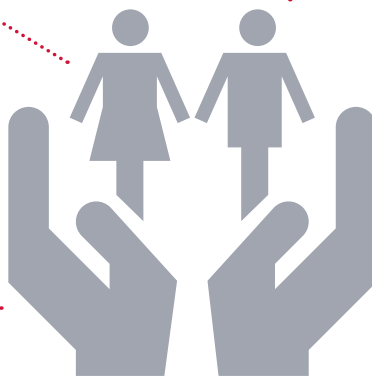
DEPUIS ?



MAIS PLUSIEURS MESURES
AVAIENT DÉJÀ ÉTÉ MISES EN
ŒUVRE **DÈS SEPTEMBRE 2012**

POUR QUI ?

- ▶ LES JEUNES
- ▶ LES FAMILLES MONOPARENTALES
- ▶ LES RETRAITÉS
- ▶ LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES
OU À TEMPS PARTIELS SUBIS



COMMENT ?



LARGE CONCERTATION ASSOCIANT LES
PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ
ELLES-MÊMES, LES ASSOCIATIONS, LES
PARTENAIRES SOCIAUX, LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES ET AUSSI L'ENSEMBLE DES
MINISTÈRES ET DES SERVICES DE L'ÉTAT



DE MÉNAGES CONCERNÉS PAR
LA REVALORISATION DU RSA SOCLE
DE 10% SUR 5 ANS



550 000 RETRAITÉS CONCERNÉS
PAR LA REVALORISATION
EXCEPTIONNELLE DE L'ASPA
(« EX-MINIMUM VIEILLESSE »)



HAUSSE DE 25% SUR 5 ANS DE
L'ALLOCATION DE SOUTIEN FAMILIAL
POUR 740 000 FAMILLES
MONOPARENTALES ET 1,16 MILLION
D'ENFANTS



SUPPRESSION DES FRANCHISES MÉDICALES
POUR 1,4 MILLIONS DE PERSONNES
PRÉCAIRES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE
À LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

LE CONSTAT

DEPUIS 2002, ET PLUS ENCORE DEPUIS 2006

UNE AUGMENTATION JAMAIS CONNUE DE LA PAUVRETÉ :



8,5
MILLIONS

DE FRANÇAIS SONT CONCERNÉS,
SOIT PRÈS DE 14%
DE LA POPULATION



LE MANQUE D'INFORMATION ET LA COMPLEXITÉ DES
PROCÉDURES ONT CONDUIT DE NOMBREUX AYANTS
DROIT À RENONCER AUX PRESTATIONS SOCIALES



LA SOLIDARITÉ EST AU CŒUR
DE NOTRE IDÉAL RÉPUBLICAIN.
LA PRÉCARITÉ EST LE FAIT DE
PROCESSUS ÉCONOMIQUES ET
SOCIAUX QUE L'ON PEUT COMBATTRE
À CONDITION D'ÊTRE DÉTERMINÉS

OBJECTIFS

- ▶ CHANGER LE DISCOURS ET LES
REPRÉSENTATIONS SUR LA PAUVRETÉ
ET IMAGINER LES POLITIQUES
SOCIALES DU XXI^E SIÈCLE
- ▶ RÉDUIRE LES INÉGALITÉS
- ▶ CONSTRUIRE UNE VÉRITABLE
POLITIQUE D'ACCÈS AUX DROITS

RÉSULTATS

EN 2013

SELON L'INSEE, LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS
ONT REÇULÉ ET, POUR LA PREMIÈRE FOIS
DEPUIS 2008, LES PERSONNES LES PLUS
MODESTES ONT VU LEUR NIVEAU DE VIE
AUGMENTER

LE DÉVELOPPEMENT DES POLITIQUES
D'INVESTISSEMENT SOCIAL A PERMIS
DE REDISTRIBUER CHAQUE ANNÉE ENVIRON

2,7
MILLIARDS
€

2,6
MILLIONS
PERSONNES



SOIT
EN MOYENNE

1000
€

POUR LES MÉNAGES LES PLUS PAUVRES